

Les grands groupes veulent placer la compétitivité au cœur du débat présidentiel

« Il y a urgence à s'attaquer aux problèmes fondamentaux de la compétitivité », estime Maurice Lévy, président de l'Afep. Le coût du travail est mis en avant.

L'annonce, la semaine dernière, d'un déficit commercial franchissant pour la première fois la barre des 7 milliards d'euros sur un mois a

rappelé, s'il en était encore besoin, la perte de compétitivité des entreprises françaises. A l'occasion d'une conférence organisée hier par l'Association française des entreprises privées (Afep) et « Les Echos », plusieurs dirigeants de grands groupes ont tiré la sonnette d'alarme. « Il y a urgence à s'attaquer aux problèmes fondamentaux de la compétitivité », a estimé Maurice Lévy, président de l'Afep et du directoire de Publicis. Elle devrait être un sujet central lors de l'élection présidentielle. « Derrière la compétitivité, l'enjeu est la croissance et l'emploi », a souligné Philippe Varin, président de PSA Peugeot Citroën, après avoir assuré la semaine dernière que la fermeture du site d'Aulnay, évoquée dans une note de travail, n'était pas d'actualité.

Se penchant sur les raisons de cette perte de compétitivité, les grands groupes ont jugé que le coût du travail était un facteur important d'explication, « même si ce n'est pas le seul », a convenu Maurice Lévy. Au cours des dix dernières années, « le coût horaire de la main-d'œuvre a augmenté de 37 % en France et de 15 % en Allemagne », a souligné l'économiste Jean-Paul Bethèze. L'avantage salarial que nous avions s'est estompé. » Pour PSA, le coût global d'une heure de travail est désormais de l'ordre de 33 euros en France comme en Allemagne. « Il y a dix ans, il y avait un différentiel de 12 % », a souligné Philippe Varin. Pourtant, le salaire net d'un Allemand reste supérieur à celui d'un Français. Pour le président de PSA, c'est donc sur les charges sociales pesant sur le travail qu'il faut agir.

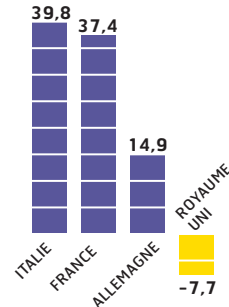
Taille critique

Dans un récent rapport, les organisations patronales et trois syndicats (CFDT, CFTC, CGC) recommandaient ensemble de « repenser l'assiette du financement de la protection sociale » pour diminuer le coût du travail (« Les Echos » du 8 juin). « Le débat n'est pas tant de savoir quel est le bon niveau de charges mais quel système de protection sociale nous voulons », a jugé le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, non signataire du document.

Au-delà, le manque de capacités financières des PME, leurs difficultés à investir ou à grandir ont été pointés du doigt. « Notre tissu de PME est insuffisant, observe Jean-Bernard Lévy, président du directoire de Vivendi. Peu de start-up atteignent la taille critique et beaucoup sont rachetées par des grands groupes. » Bernard Charlès, directeur général de Dassault Systèmes, a, lui, vanté les

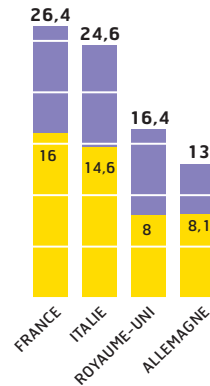
COMPÉTITIVITÉ DE LA FRANCE VIS À VIS DE SES PARTENAIRES

ÉVOLUTION DU COÛT HORAIRE DE LA MAIN D'ŒUVRE, EN % (2000-2010) SECTEUR MARCHAND NON AGRICOLE



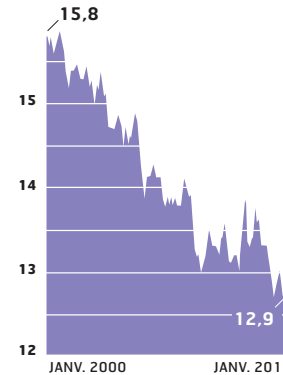
LES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES SUR LES ENTREPRISES

EN % DE LA VALEUR AJOUTÉE, EN 2008
■ IMPÔTS ■ COTISATION SOCIALES EMPLOYEURS



PART DE LA FRANCE DANS LES EXPORTATIONS DE LA ZONE EURO

EN % - MOYENNE MOBILE SUR 3 MOIS



« LES ÉCHOS » / SOURCE : EUROSTAT

mérites de la politique allemande de filières et souligné que les entreprises jouent plus « collectif », tandis que Philippe Varin a plaidé, en matière de formation des jeunes, pour une réforme du financement de l'apprentissage.

Tandis qu'à Planète PME, François Fillon assurait aussi devant les patrons de PME que la compétitivité « sera[it] au cœur des échéances de 2012 », la seule note d'optimisme est finalement venue de la ministre de l'Economie, Christine Lagarde. « Si la France est la deuxième terre d'accueil des investisseurs étrangers en Europe et la troisième au niveau mondial, c'est bien qu'il doit y avoir des choses que nous faisons à peu près bien », a-t-elle suggéré.

FRÉDÉRIC SCHAEFFER

LES ÉCHOS